

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 8 AVRIL 2026
oooooooooooo

Question n°18 : - ADMINISTRATION GENERALE

Instauration du Droit à la formation des élus

Rapporteur : - Madame Laurence CHARPENTIER

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.2123-12 à L.2123-15 ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu les ordonnances n° 2021-45 et n° 2021-71 du 20 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux ;

Considérant que :

- Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et déterminer les orientations de formation.
- Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune doit être présenté chaque année lors de l'examen du compte administratif.
- Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune.

DÉCIDE :

Article 1 : Orientations de formation

Les actions de formation financées par la commune doivent être en lien avec l'exercice du mandat et dispensées par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur. Pour le mandat en cours, les priorités sont fixées comme suit :

- Gestion budgétaire et finances locales.
- Urbanisme, aménagement et transition écologique.
- Responsabilité juridique des élus et déontologie.
- Management des services publics et communication institutionnelle.

Article 2 : Enveloppe budgétaire

Le montant des dépenses de formation est fixé annuellement dans les limites suivantes :

- **Plancher obligatoire** : Le montant prévisionnel ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus (même si elles ne sont pas votées au maximum).
- **Plafond légal** : Le montant ne peut excéder 20% de ce même montant total des indemnités.
- **Pour l'année 2026, l'enveloppe est fixée à 2%.**

Accusé de réception en préfecture 062-216203976-20260408-18-DE Date de télétransmission : 13/04/2026 Date de réception préfecture : 13/04/2026

VILLE DE GUINES

oooooooooooo

L'an deux mille vingt-six, le huit avril à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Guînes s'est réuni, à la salle des fêtes de Guînes, sous la Présidence de Monsieur Eric BUY, Maire, à la suite de convocations adressées à domicile le deux avril deux mille vingt-six et dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie le deux.

<u>Etaient présents :</u>	MM.	Eric BUY	Maire
		Valentin BAILLEUX	1 ^{er} adjoint
		Julie MATTE	2 ^{ème} adjointe
		Guy SEILLER	3 ^{ème} adjoint
		Laurence CHARPENTIER	4 ^{ème} adjointe
		Fabrice PONTTHIEU	5 ^{ème} adjoint
		Edith JOLY	6 ^{ème} adjointe
		Thierry COZE	7 ^{ème} adjoint
		Patricia GREVIN	8 ^{ème} adjointe
		Marjorie DELEGLISE	Conseiller municipal
		Vincent SAUVAGE	""
		Alicia CROQUELOIS	""
		Jacques DENEZ	""
		Laurine FORTIN	""
		Christian KERCKHOVE	""
		Odile TARDIEU	""
		Nicolas VIGNERON	""
		Laëtitia BOURRANT	""
		Jean-Pierre RENIER	""
		René VERKARRE	""
		Patricia LECOUSTRE	""
		Jean-Baptiste JOLY	""
		Anaëlle DEWET	""
		Fabrice SCHUPPE	""
		Cédric FASQUELLE	""
		Pascale MORELLE	""

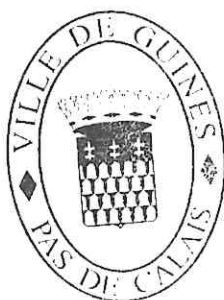
<u>Etaient excusés :</u>	MM.	Janine DEVIGNES	Conseiller municipal
		(ayant donné procuration à E. JOLY)	
		Stéphane CHEVALIER	""
		(ayant donné procuration à F. PONTTHIEU)	
		Justine HOUTEER MAGNI	""
		(ayant donné procuration à F. SCHUPPE)	

Secrétaire de séance : Madame Laëtitia BOURRANT

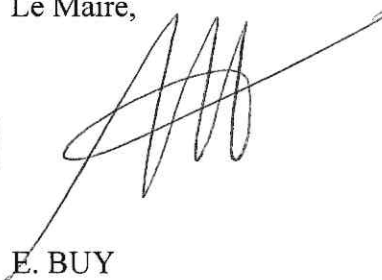
Article 3 : Prise en charge des frais La commune prend en charge les frais d'inscription ainsi que les frais de déplacement et de séjour (selon le barème de la fonction publique territoriale). Le droit à compensation pour perte de revenus subie par l' élu (pour ceux qui exercent une activité professionnelle) est limité à 18 jours par élu pour la durée du mandat, et plafonné par session à 1,5 fois la valeur horaire du SMIC.

Article 4 : Articulation avec le DIFE Il est rappelé que chaque élu dispose également d'un **Droit Individuel à la Formation des Élus (DIFE)**, géré par la Caisse des Dépôts et Consignations via la plateforme "Mon Compte Formation". Le présent budget communal est indépendant de ce compte personnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité adopte la proposition du rapporteur.



Pour extrait conforme,
Le Maire,



E. BUY